

particulièrement évidente dans les milieux ruraux, et c'est là que les mouvements d'insurrection ont pris racine.

La militarisation et la crise économique ont paralysé les réformes et les programmes de développement qui auraient permis d'améliorer les conditions de vie des masses et de s'attaquer ainsi aux causes fondamentales des conflits. Les mesures financières et l'embargo imposés par les États-Unis ont entraîné un déclin de la production au Nicaragua, tant aux fins de l'exportation que de la consommation nationale. Vu ces circonstances, les réformes agraires et autres que le gouvernement sandiniste avaient amorcées n'ont pu être menées à bien, de sorte que les progrès réalisés au cours des premières années de la révolution ont à toutes fins pratiques été annulés complètement. Par ailleurs, la guerre menée par les *contras* appuyés par les Américains a causé la mort d'environ 14 000 Nicaraguayens, tandis que 30 000 autres ont été blessés et quelque 250 000, déplacés. Au Salvador et au Guatemala, les militaires ont accru leur influence et ont ainsi empêché les gouvernements démocrates-chrétiens de José Napoléon Duarte et de Vinicio Cerezo, respectivement, de négocier avec les forces d'opposition armées et de mettre en oeuvre des réformes socio-économiques qui s'imposaient de toute urgence. Dans les deux pays, le développement rural et la redistribution des terres ont cédé le pas aux objectifs militaires de lutte contre les groupes insurrectionnels.

La militarisation, la guerre et la crise économique ont grandement limité, pour ne pas dire renversé, les progrès faits vers la démocratie, l'autonomie et un plus grand respect des droits de la personne.

D'après l'Institut catholique des relations internationales (Londres, Angleterre), entre 50 000 et 75 000 personnes sont mortes ou ont disparu pendant la campagne anti-insurrectionnelle que l'armée guatémaltèque a menée de 1981 à 1984; environ 440 villages indiens ont été détruits, et quelque 150 000 personnes ont sans doute fui au Mexique et dans d'autres pays. À peu près un million de personnes sur une population totale de 8,3 millions ont dû quitter leur foyer.

Au Salvador, si l'on en croit *l'Americas Watch Committee* (Washington et New York), au moins 38 000 des quelque 50 000 personnes tuées pendant la guerre entre le début de 1980 et le milieu de 1985 étaient des civils non combattants qui ont dans bien des cas été torturés par les escouades de la mort et les forces de sécurité gouvernementales, ou qui ont été massacrés pendant des raids de l'armée et des bombardements menés indistinctement dans les zones dominées par les guérilleros ou dans des secteurs contestés. Selon les estimations de la *World Refugee Survey*, un demi-million de Salvadoréens sur un total de cinq millions ont été déplacés, plus de 245 000 ont fui dans des pays voisins, tandis que 50 000 autres se sont